

sioniste et des activités s'apparentant au scoutisme ou aux camps de vacances. Le Tagar se consacre également à la promotion de l'alya, l'émigration vers Israël. Tous leurs membres sont censés suivre un entraînement à l'autodéfense et ont pour vocation d'assurer la sécurité de la communauté. Selon des sources policières, une autre association considérée comme radicale est apparue en octobre 2000. La Ligue de défense juive (LDJ), filiale française de la Jewish Defense League créée par le rabbin Meir Kahane en 1968. Militant d'extrême droite et chef du mouvement Kach, auteur de déclarations racistes, le rabbin Kahane a été assassiné en novembre 1990 dans un hôtel de New York. La LDJ se présente cependant comme "respectueuse de l'ordre républicain", tout en ajoutant qu'elle "n'hésitera pas à agir et à se défendre en cas d'attaque". »

(Pascal Ceaux, *Le Monde*, 7 avril 2002)



Au passage, on note que la reconquête lancée par les puissants en est, aujourd'hui, à porter l'assaut sur la liberté de penser, en remettant en cause la loi (certes imparfaite) de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

En ce sens, les positions ultra-réactionnaires des officiels états-uniens viennent conforter cet obscurantisme à vocation planétaire :

« Les Américains forment un peuple libre, qui sait que la liberté est le droit inné de chaque être humain et l'avenir de

toute nation. La liberté que nous chérissons n'est pas le don de l'Amérique au monde, c'est le don de Dieu à l'humanité. Enfin, nous sommes confiants en nous-mêmes - mais pas seulement en nous-mêmes. Nous ne prétendons pas connaître toutes les voies de la Providence, pourtant nous pouvons lui faire confiance, et placer tous nos espoirs en ce Dieu aimant qui est source de toute vie, et de toute l'histoire. Puisse-t-Il nous guider aujourd'hui, et continuer de bénir les États-Unis d'Amérique. Je vous remercie. »

(Extrait du discours du président Bush sur l'état de l'Union, 28/01/2003.)

La guerre totale que vient de déclencher la bourgeoisie internationale contre les peuples du monde entier est le ferment de la généralisation de la guerre mondiale des classes si le camp de la Révolution sait s'organiser.

La tâche est immense mais, au delà des apparences, les conditions semblent propices. L'Histoire enseigne que toute guerre favorise paradoxalement les conditions révolutionnaires. D'ailleurs, le mouvement planétaire de contestation anticapitaliste se popularisant depuis 5 ans est en partie né du refus de la première guerre du Golfe. Construire une organisation révolutionnaire de masse pour en finir avec le système spectaculaire-suicidaire-marchand, telle est la seule voix juste pour que, de la politique criminelle du marteau et de l'enclume que nous inflige la domination, se forge l'insurrection salvatrice des conseils prolétaires.



RAPACES

RAPACES COMMUNIQUE N°11

Mars 2003

LE MARTEAU ET L'ENCLUME

" Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. "

Jean JAURES

" La première victime de la guerre c'est la vérité. "

Rudyard KIPPLING

" Quand la vérité n'est pas libre la liberté n'est pas vraie : les vérités de la police sont les vérités d'aujourd'hui. "

Jacques PREVERT

" La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, la chaleur dans un monde sans cour, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. (...) La critique de la religion détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité comme un homme désillusionné parvenu à l'âge de la raison, pour qu'il gravite autour de lui-même, c'est-à-dire de son soleil réel. La religion n'est que le soleil illusoire qui gravite autour de l'homme tant que l'homme ne gravite pas autour de lui-même. (...) Abolir la religion en tant que bonheur illusoire du peuple c'est exiger son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions "

Karl MARX



Comme les révolutionnaires l'avaient facilement prévu, la mascarade républicaine au sortir du premier tour des élections présidentielles françaises n'a effectivement et objectivement servi qu'à légitimer la férocité de la politique aujourd'hui menée à l'encontre du prolétariat par les patrons via le gouvernement Raffarin.

Mais, s'il est vital pour la pertinence de la présente analyse de mémoriser les événements, il est tout aussi important de parvenir à révéler les forces et les enjeux

qui en constituent la trame.

Dans une perspective de préparation de la révolution prolétarienne mondiale, cette méthode de compréhension de l'époque permet d'évaluer la position de l'ennemi tout en contribuant à déjouer les pièges que celui-ci tend sur le chemin de la libération populaire. Et, à l'heure où la politique des maîtres capitalistes ne se résume plus qu'à la terreur et à la manipulation, nombreux sont les guet-apens tendus aux opprimés par le système dominant.

Le monde vient d'entrer dans une phase de risque extrême que reflète la position unitaire du camp des multinationales, des financiers et de leurs sbires de politiciens et de militaires : celle de la guerre totale, concept dont l'inventeur n'est autre que Joseph GOEBBELS, ministre de la propagande et de l'information du Troisième Reich.



Les graves crises financières récentes, la baisse continue de la demande globale et les conflits sociaux partout de plus en plus intenses poussent les capitalistes à combattre la réalité, celle que la misère et la colère croissantes des populations du globe font éclater au grand jour.

Dans cette furie qui nie la vie même, la guerre est présentée comme l'unique solution à tous les problèmes, parce que le problème majeur est l'asphyxie du capital dont l'accumulation (ayant atteint un niveau jusque là jamais connu) est plus que jamais menacée.

L'entreprise d'éradication absolue qu'entend mener la fraction la plus puissante de la bourgeoisie internationale intervient après une période d'intensification de la politique de la terreur à l'échelle locale.

Ainsi, depuis que la chute des dictatures stalinienne a fait basculer la planète dans la dérégulation du capital, les conflits abominables qui ont frappé les populations en Irak, en Algérie, dans les Balkans, au Rwanda, en Tchétchénie ou en Palestine ont tous servi, par la mise en place régionale des méthodes de gouvernement totalitaire, de tests préparatifs en vue d'élever ces méthodes au mode unique de gestion des peuples sur toute la planète.



Dans cet élan, on note que l'offensive lancée par les Etats-Unis d'Amérique contre la population irakienne a cela de nouveau qu'elle s'opère inexorablement, et malgré l'échec de propagande des agences de communication US pour rallier les opinions à cette aventure barbare.

Le droit international, que la classe dominante a pourtant elle-même édicté afin de légaliser le colonialisme et l'impérialisme lui est à présent insupportable parce que c'est la démocratie, désormais obsolète, qui doit disparaître pour l'avènement d'une dictature mondiale.

Personne ne s'y trompe, que ce soit les représentants des USA à l'ONU qui bravent la charte des Nations Unies comme bon

nombre de ces ONG et militants d'appareils de la pseudo-contestation qui avouent leur impuissance face aux exactions sans limites des bourreaux.

Aussi, l'attaque que déclenchent la bourgeoisie des Etats-Unis d'Amérique et ses vassaux répond non seulement à la volonté impérialiste d'envahir et d'occuper le Moyen-Orient en vue de contrôler les ressources minières dont regorge cette région, mais elle consiste surtout à déclarer fermement que la démocratie a fait son temps pour qu'advienne le règne global de la terreur. Cette abominable situation est la résultante directe de la destruction des avatars démocratiques au pays du dollar, par de vils stratagèmes, ces dernières années.

Chacun peut savoir que J.W.BUSH n'est président des USA qu'à cause d'une sombre machination par laquelle des milliers de voix en faveur de son adversaire Al GORE ont été évincées du système électoral.



Le scandale ne fut d'ailleurs évité que grâce à l'étouffement de l'affaire par les médias nonobstant les contestations de certains tels le réalisateur Michaël MOORE :

« Cher Monsieur le Secrétaire Général, Aidez-nous ! Une fraude électorale massive est en train de se produire dans une région

relations du groupe "Thulé" avec l'Islam sont anciennes, à travers les théories notamment de Haushoffer, Horbiger et René Guénon. Dans le sillage de l'Anhenerbe, société nazie d'études ésotériques, se tissent les liens entre l'islam et l'extrême droite néonazie. Avec l'association française d'hyper-droite le Club de l'Horloge, l'actionnaire de la banque A.T. tisse des liens en direction de "tous les vrais nationalistes européens et américains". (...) En 1994, dans plusieurs capitales proches-orientales, la banque assurait différentes transactions pour le compte de la "Gama'a islamiya" du Liban. Elle effectuait plusieurs versements de fonds au profit d'un chef de cette organisation, le libanais Fayçal Maoulaoui, ancien responsable de l' "Union des organisations islamiques de France" (UOIF), structure des Frères musulmans en France. »

Le CFCM s'inscrit dans la réorganisation générale, qu'appelle la dictature en marche, visant à déchoir le citoyen de ses droits individuels fondamentaux en effaçant 4 siècles d'émancipation, afin de le réduire à l'état de fidèle.



En parallèle, les autorités laissent s'organiser des milices d'extrême-droite sionistes dont le but est de recadrer les rapports sociaux en rapports communautaires pour créer un climat de tensions ethniques et religieuses dont la

logique s'oppose bien évidemment au combat de classe.



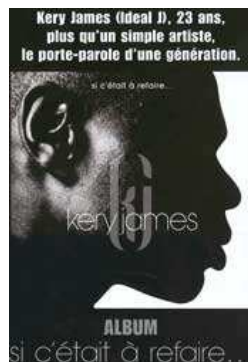
C'est ainsi que des actes sauvages commis par le Bétar et la Ligue de Défense Juive restent étonnamment impunis tandis que ces deux organisations se renforcent :

« Plusieurs incidents récents ont remis en lumière le Betar, mouvement de jeunesse voué à la lutte pour la défense d'Israël, et proche de la droite nationaliste israélienne. Spécialisée dans les actions coups de poing, l'organisation déclarée en France depuis 1929 a pour objet "le développement physique et intellectuel de la jeunesse juive". Les tensions liées à la situation au

Proche-Orient sont à l'origine des dernières opérations du Betar, ou de groupes qui lui sont proches, recensés par les services de renseignement policiers. Le 11 février, à Levallois (Hauts-de-Seine), une demi-douzaine de jeunes ont pris à partie, en marge du conseil municipal, des proches de l'ancien maire (RPR), Olivier de Chazeaux. Trois plaintes ont été déposées pour "violence en réunion". Le 19 février, une échauffourée a opposé une vingtaine de personnes à l'occasion d'une conférence organisée à l'université de Paris-IV sur le thème "Palestiniens, Israéliens, quelle paix ? Quelles perspectives ?". Un étudiant coiffé d'un keffiyeh a été frappé au dos à coups de barre de fer. Il s'est vu délivrer une incapacité temporaire de travail (ITT) de 21 jours. Le 22 mars, une dizaine de militants qualifiés par les policiers de "proches du Betar" ont pénétré de force dans le local de la librairie Envie de lire à Ivry (Val-de-Marne), qui abrite la section parisienne de l'Association des Palestiniens de France. Les agresseurs ont immobilisé les employés puis renversé les rayonnages et répandu de la peinture, avant de prendre la fuite. Le 1er avril, des inscriptions ont été taguées à Strasbourg (Bas-Rhin) sur la vitrine d'un commerçant présenté comme un sympathisant de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), la principale association musulmane. "La terre d'Israël au peuple d'Israël", signé "Betar", était-il notamment écrit. Enfin, le 2 avril, un nouvel incident violent a opposé à l'aéroport d'Orly des membres du Betar à des militants pro-palestiniens venus accueillir José Bové, expulsé de Ramallah par les autorités israéliennes.



Proche du Likoud de France, le Betar s'est doté en 1985 d'une filiale destinée aux étudiants, le Tagar. Les deux associations partagent le même siège à Paris. Elles recrutent principalement en région parisienne et dans quelques grandes villes, et organisent des cours d'éducation



En s'appuyant sur la promiscuité et la misère des ghettos qu'elle a elle-même construits, la domination exalte les vieilles rancœurs liées au colonialisme.

Elle exacerbe le repli identitaire et les comportements mafieux en soutenant subrepticement tout mouvement fascinant qui saura seconder la maréchaussée pour reléguer et contrôler la révolte, tout en sapant par le bas les combats prolétariens.

La religion joue ici un rôle central dans un pays où elle a toujours été vue par les exploités comme le fer de lance de la réaction.

Mais son visage était celui du catholicisme, dont l'hégémonie s'est effondrée à mesure que les pratiquants ont déserté les églises et que le dogme chrétien a plié sous les glorieux coups que lui ont infligés les ouvriers pendant plus de deux siècles. Si le Vatican et ses agents ne se sont jamais avoués vaincus au point de peser lourdement sur les décisions politiques actuelles de la plus haute importance, la parole catholique, elle, se heurte

au rejet massif des couches populaires.

L'offensive du prosélytisme religieux dans les quartiers miséreux, dont les méfaits s'appréhendent avec le recul de la laïcité, est aujourd'hui portée principalement par l'Islam.

L'attaque est d'autant plus pernicieuse que le pouvoir compte sur la tradition internationaliste propre à la classe laborieuse pour que celle-ci se méfie d'une lutte à caractère ethnique et se résigne à supporter cet assaut sans y répondre.

Pourtant, les révolutionnaires ont tout à gagner à placer dans la tradition populaire de lutte contre les marchands de foi le combat contre le retour à des pratiques religieuses arrogantes et dangereuses.

Ils déjoueront ainsi le piège que la classe dominante tend à tous les travailleurs dans l'espoir de les voir sombrer dans les conflits de pseudo-races et de croyances.

Le soutien étatique au racolage de la jeunesse pauvre par des fanatiques religieux, le déclenchement d'émeutes par la provocation fasciste ou policière, l'appui au trafic de drogue en refusant notamment de légaliser le shit, sont autant de pratiques à dénoncer qu'elles s'avèrent dans les faits être une arme efficace pour mieux stigmatiser la jeunesse prolétarienne en vue de la réprimer.



Dans cette optique, la création d'un Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) donne la pleine légitimité à l'Union des Organisations Islamiques de France, dont le poids auprès de certains jeunes issus de l'immigration est croissant, et qui n'est autre qu'une formation d'inspiration nazie.

Richard LABEVIERE le confirme dans son livre *Les dollars de la terreur* : « Ce n'est pas la première fois que la route des Frères musulmans croise celle des serviteurs du Ille Reich. Le fondateur de la Confrérie lui-même, Hassan al-Banna, a servi d'intermédiaire entre ceux qui deviendront les "officiers libres", notamment Anouar al-Sadate, et des agents de l'Allemagne nazie. (...) Un autre membre du conseil d'administration d'A.T. ramène l'histoire de la banque à celle des liens complexes conjointement tissés par l'islamisme et la croix gammée. Très connu dans le paysage islamique suisse et européen, A.H. est un personnage aussi étrange que haut en couleur. (...) A deux reprises, en 1963 et en



1965, il rencontre, dans la capitale égyptienne, Johannes von Leers, l'ancien bras droit du Dr Goebbels, qui lui "ouvre les yeux sur le vrai sens de la grande aventure du Ille Reich". (...) Les

qui a l'air d'une république bananière -mais qui fait en réalité partie des Etats Unis d'Amérique ! Nous assistons impuissants au vol de nos élections et nos dirigeants semblent incapables de faire quoi que ce soit pour l'empêcher. Au nom de tous ceux qui aiment la liberté, partout dans le monde, j'appelle la communauté internationale et les Nations-Unies à intervenir immédiatement. Tout indique que le vote de milliers de nos concitoyens n'a pas été comptabilisé ou, pire, qu'il a été détourné au profit d'un homme dont la sour s'appelle "Bay". Et une enquête plus poussée révèle également que des centaines d'Afro-américains ont purement et simplement été interdits de vote (un tiers des hommes afro-américains âgés de 18 à 35 ans seraient interdits de vote aux Etats-Unis suite à une condamnation judiciaire, voir *La maison noire*, par Michael Moore). »

(Extrait de la lettre de Michael Moore au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, 11 novembre 2000, <http://www.uzine.net/article255.html>)



La junte militaro-industrielle ayant instigué ce coup d'Etat allait tirer profit le 11 septembre 2001 des fameux attentats du World Trade Center et du Pentagone.

Même s'ils appuient aujourd'hui implicitement la diplomatie française, les deux ouvrages de Thierry MEYSSAN (*L'effroyable imposture*, et *Le Pentagate*) sur ces terrifiants événements révèlent tout simplement que la classe dirigeante s'est engagée à imposer un totalitarisme planétaire en instrumentalisant ces attentats. On ne s'étonnera donc pas d'observer les journalistes, politologues ou parlementaires stipendiés, s'obstiner à faire

semblant de voir en Ben LADEN l'ennemi public numéro 1, tout en l'apparentant fallacieusement à Saddam HUSSEIN pour l'occasion.

Ces chiens de garde du système spectaculaire-marchand ne font, par ce fait, que perfectionner ce qui leur a toujours servi de fonction : le mensonge. Comment pourrait-il en être autrement lorsque c'est le centre du système capitaliste mondial lui-même qui ordonne de jouer la plus grande farce morbide de l'histoire ?

La classe suicidaire au pouvoir ne peut plus se permettre d'expliquer là où rien n'est justifiable, de maquiller l'horreur devenant trop quotidienne. Elle ne se résout plus qu'à crever les yeux et couper les langues.

En réalité, cette guerre totale est le symptôme d'une phase avancée de la décomposition du système de la propriété privée des moyens de production et d'échanges.



A ce stade, la contraction capitaliste risque de faire voler en éclat les alliances entre les impérialismes les plus puissants.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les hésitations de la France, de l'Allemagne et de la Belgique à combattre aux côtés des nord-américains.

C'est le peu d'indépendance que ces bourgeoisies européennes ont réussi à arracher de la rapacité des USA, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, qui est actuellement remis en question, et cela engendre quelques résistances.



Pourtant, il serait stupide de considérer les institutions européennes comme garantes des libertés démocratiques en contrepoids solide face à la démente États-Unis.

L'Union Européenne ne peut être le protagoniste de ce fantôme schématisé et simpliste que certains jugent possible.

D'abord parce que, déjà, de nombreux pays membres appuient ouvertement les violences yankees.

Ensuite, et c'est le plus important, la politique économique

européenne est directement soumise aux décisions de la Réserve Fédérale US, laquelle dépend du pouvoir politique américain, contrairement à la Banque Centrale Européenne qui, indépendante des élus européens, s'axe dans les faits sur les actions des principaux opérateurs que sont les banques et organismes de crédit américains.

L'arsenal institutionnel que constitue l'Union Européenne n'est qu'un ensemble de rouages législatifs et réglementaires dont la fonction première est d'instaurer la déréglementation généralisée en désintégrant toutes les conquêtes du mouvement ouvrier depuis la fin du 18ème siècle.



En ce sens, le totalitarisme mondial s'instaure en Europe par la destruction des nations comme cadre de l'unité de classe du prolétariat que visent les traités de Maastricht et d'Amsterdam.

Le but de cette politique, sur le vieux continent comme partout ailleurs, est de retarder la chute du Capitalisme.

Les paradis fiscaux, l'esclavagisme salarial, le chômage de masse et la militarisation des rapports sociaux succèdent petit à petit à l'Etat providence, au droit social, au plein emploi et à la démocratie parlementaire.

Cette involution qui mène directement à la dictature ou à la Révolution se traduit concrètement en France par la mise en œuvre de dispositifs ultra-sécuritaires dont les inspirateurs sont à chercher à l'autre bout de l'Atlantique, au Manhattan Institute et du côté de l'équipe de Rudolph Giuliani, le célèbre inventeur de la "tolérance zéro".



Ces "fabriques à idées" nées sous la présidence Reagan ont réussi à populariser dans le reste de l'Occident des conceptions libérales et d'extrême-droite visant à contenir la pauvreté grandissante, désormais inévitable dans un Capitalisme en crise structurelle, par la gestion policière et judiciaire.

La responsabilisation forcée des défavorisés accompagne une politique de réduction drastique des budgets sociaux, d'éducation et de santé. Comme le précise Loïc Wacquant dans son livre *Les prisons de la misère* :

« On désigne couramment par l'expression de "Washington consensus" la panoplie des mesures d' "ajustement structurel" imposées par les bailleurs de fonds internationaux comme

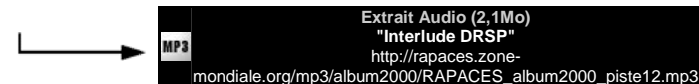
condition d'aide aux pays endettés (avec les résultats désastreux que l'on a pu récemment constater en Russie et en Asie) et, par extension, les politiques économiques néo-libérales qui ont triomphé dans tous les pays capitalistes avancés au cours des deux dernières décennies : austérité budgétaire et régression fiscale, compression des dépenses publiques, privatisation et renforcement des droits du capital, ouverture à tout va des marchés financiers et des échanges, flexibilisation du salariat et réduction de la couverture sociale. Il convient désormais d'étendre cette notion afin d'y englober le traitement punitif de l'insécurité et de la marginalité sociales qui sont les conséquences logiques de ces politiques. »

Il n'est donc pas surprenant de déplorer aujourd'hui, en France, une situation chaotique dans les hôpitaux et les écoles alors que la police voit ses pouvoirs et son budget fortement croître...

A ce tableau sinistre, on ajoutera que, dans les pays industrialisés, les décideurs renouent, de nos jours, avec des mécanismes d'exploitation proches de l'esclavage : c'est ainsi que les autorités développent le travail dans les prisons à mesure que



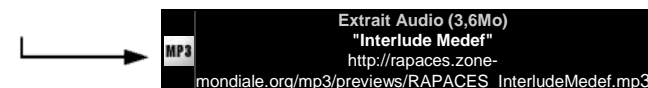
celles-ci se multiplient et se remplissent, sans oublier d'octroyer une partie du parc carcéral à des gestionnaires privés. L'avenir est sombre pour les chômeurs puisqu'on produit à moindre coût en taule.



L'actuel gouvernement français, dont le programme se résume à l'anéantissement des libertés démocratiques, la suppression du code du travail, le pillage du service public et de la protection sociale, a pour mission de passer en force là où tous ses prédécesseurs ont échoué.

La détermination médiatique d'un Nicolas Sarkozy ne tient évidemment pas du fait que sa démarche est légitime. Celle-ci n'est dictée par rien d'autre que l'angoisse profonde d'un effondrement du système capitaliste auquel la bourgeoisie compte échapper en frappant vite et fort le prolétariat.

Les récentes déclarations belliqueuses à l'encontre des travailleurs du représentant du patronat, Ernest Antoine Seillière, trahissent un empressement frénétique pour achever la présente transition entre la démocratie et le totalitarisme : « Vous avez sifflé la fin de la récréation mais pas encore convaincu la France de se remettre au travail ! » (Extrait de la déclaration d'Ernest Antoine Seillière à l'attention de Jean Pierre Raffarin lors de l'Assemblée Générale du MEDEF du 14 janvier 2003.)



Mais elles répondent aussi à l'inquiétude de voir la classe ouvrière se lever pour défendre la civilisation partout menacée.

Car le prolétariat résiste (le nombre croissant de grèves l'atteste), dans les services publics comme dans les entreprises privées, et semble déterminé à se battre jusqu'au bout pour déjouer les plans de la finance internationale.

Ainsi avertie, la classe dominante sait qu'il lui sera favorable d'affaiblir l'adversaire en le divisant.

Dans ce but, les capitalistes ont organisé ces dernières années, parallèlement au flitage grandissant de la population, la mise en place méthodique d'un communautarisme pour accélérer la décomposition sociale dans les zones les plus frappées par la pauvreté. On commence à évaluer, aujourd'hui, les dégâts qu'une telle politique engendre chez les plus démunis : violence misogyne, retour à des mécanismes d'oppression archaïques tels que le patriarcat agressif, la répression sexuelle, le clanisme, l'inculture et le racisme.

